

Givaudan-Seveso : des travailleurs piégés

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1977)**

Heft 397

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1018571>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

céder de la même manière pour un automobiliste qui conduirait sans avoir reçu — encore — son permis de conduire ?

Fixons donc clairement les responsabilités.

Même si les mesures à prendre pour la prévention des accidents et des maladies professionnelles relèvent de la CNA, l'autorisation d'exploiter est de la compétence de l'autorité cantonale : et c'est bien elle qui a toléré qu'une entreprise travaille pendant quelques années sans en avoir le droit.

Givaudan-Seveso : des travailleurs piégés

Les deux ouvriers n'y comprenaient plus rien. Avec une poignée d'autres travailleurs de Givaudan (Hoffmann-La Roche), ils avaient signé la pétition pour un contrôle public des mesures de sécurité de leur entreprise; et voilà qu'invités par les organisations responsables de la campagne, ils voyaient les représentants du « groupe Seveso » — émanation du Comité de liaison politique, extrême gauche — leur reprocher un manque de détermination. La remarque ne manquait pas de piquant dans la bouche de jeunes gens, universitaires ou fonctionnaires, pour un grand nombre. Le malentendu allait se prolonger lors de l'assemblée au cours de laquelle devait être examinée la suite à donner à la pétition qui rassemblait alors 2500 signatures.

Le témoignage d'un habitant de Seveso avait été extrêmement fort et accablant pour Hoffmann-La Roche, mais dans la discussion qui suivit, les suggestions des habitants furent habilement écartées, minimisées, au bénéfice de la surenchère habituelle des représentants du « groupe Seveso » : forcer les portes de Givaudan pour y exercer un contrôle direct, « aller compter les bidons », et le tout à l'avenant. La soirée se terminait sans conclusion et dans la confusion. On se serait cru revenu cinq ou six ans en arrière, quand les premiers mouvements d'habitants, souvent manipulés par des groupes du même acabit, aboutissaient, de

surenchère en surenchère, à l'échec qui laissait à la plupart des participants un goût d'amertume démobilisatrice.

Cette absence de sens politique devait par ailleurs aggraver un malentendu plus profond, celui qui avait surgi entre les habitants de Vernier et les ouvriers de Givaudan, lesquels, dans leur grande majorité, avaient pris fait et cause pour la direction.

De l'avis général, l'apparition d'un groupe de manifestants aux portes de l'usine, la manière dont ils concevaient le « dialogue », fit certainement basculer dans le camp patronal les derniers hésitants.

C'est ainsi que les ouvriers participèrent à la collecte organisée en faveur des directeurs d'Icmesa-Givaudan, incarcérés à la suite de la catastrophe de Seveso. Deux autres faits significatifs : l'association du personnel d'une part, dans une lettre ouverte, prit la défense de l'entreprise qu'elle estimait attaquée par les 2500 signataires de la pétition. D'autre part la section du Parti socialiste de Vernier (commune sur le territoire de laquelle se trouve Givaudan) enregistrerait la démission d'un conseiller municipal, parce que certains de ses membres participaient activement, mais à titre individuel, à la collecte des signatures.

L'identification aux intérêts de l'employeur

On assistait ainsi une fois de plus à un phénomène caractéristique de la vie sociale helvétique : lorsqu'une entreprise menace les intérêts de la collectivité, le travailleur s'identifie sans nuances à son employeur. Chacun se souvient encore de l'opposition de la FTMH à l'initiative populaire contre les exportations d'armes ou, à un niveau plus local, de l'appui qu'apporta la VPOD-Cointrin à l'agrandissement de l'aéroport.

L'industrie chimique, il est vrai, ne lésine pas sur les moyens et l'intégration de ses employés se fait sous le signe des privilèges : hauts salaires, vacances supérieures à la moyenne, participation au bénéfice. Et la crainte du chômage pèse sur tous...

En face, une activité syndicale faiblement militante, qui se révèle en tout cas, dans un conflit comme celui-ci où les intérêts du citoyen s'opposent aux intérêts professionnels, tout à fait insuffisante pour motiver, pour sécuriser des travailleurs et les amener à dépasser le corporatisme.

Le courage d'être minoritaire

Ce n'est pas un hasard si les deux ouvriers qui ont ouvertement soutenu la pétition appartiennent au Parti du travail : le soutien de cette formation, extrêmement cohérente, leur a donné le courage d'être minoritaires et de placer l'intérêt général au-dessus du leur.

Avec les progrès de la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, le danger va croître, et seul un progrès de la militance syndicale, l'émergence, dans ces milieux, d'une politique économique nationale et internationale, peut s'opposer à une parcellisation de la conscience ouvrière.

Revenons à Givaudan. Si, du fait de l'extrême gauche, le dialogue avec les travailleurs est rompu, si des organisations comme le MPF se sont retirées, la campagne des habitants pour obtenir un contrôle public des mesures de sécurité doit aboutir.

Depuis 1970, les choses ont changé : l'extrême gauche n'est plus seule à fournir des organisateurs aux mouvements de quartier. Des militants des mouvements écologiques, des partis de gauche, ou même sans appartenance partisane, ont découvert dans ce cadre un terrain idéal pour les progrès de la démocratie.

Les habitants de Vernier et ceux de tout le canton de Genève ont droit à des garanties et à des informations sur les dangers que leur fait courir la production de Givaudan. Pourquoi accepter qu'à Vernier, comme à Seveso, aucune chambre de décompression n'accompagne le réacteur qui fabrique les produits chimiques ? Ne serait-ce que pour éliminer les odeurs qui empestent à des kilomètres à la ronde.